

Qu'est-ce que l'initiative TrackFin ?

Un financement efficace du secteur WASH (eau, assainissement et hygiène) est essentiel pour la fourniture et le fonctionnement durable des services. Les résultats issus de l'Analyse et l'évaluation mondiale de l'ONU-Eau sur l'assainissement et l'eau potable (GLAAS)¹ font apparaître d'importantes lacunes dans notre connaissance et notre suivi du financement du secteur WASH. Les informations provenant des rapports financiers sont souvent insuffisantes pour prendre des décisions éclairées et fondées sur des éléments probants en matière de planification et de budgétisation.

Pour aider à résoudre ce problème, l'OMS conduit l'initiative TrackFin dans le cadre du projet GLAAS de l'ONU-Eau. L'objectif est de définir et développer une méthodologie mondialement acceptée pour suivre le financement du secteur WASH au niveau national. Cette méthodologie permet aux pays de suivre le financement du secteur sur la base de classifications types et d'établir un ensemble de Comptes WASH et d'indicateurs présentés dans un format comparable pour aider à répondre à quatre questions fondamentales :

- Quel est le montant total des dépenses dans le secteur ?
- Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services WASH et selon les types de dépenses, telles les dépenses d'investissement, les dépenses de fonctionnement et d'entretien et le coût du capital ?
- Qui paye pour les services WASH ?
- Quelles sont les principales entités qui canalisent les financements du secteur WASH et quelle est leur part du total des dépenses ?

Cette initiative devrait notamment contribuer à renforcer les systèmes nationaux de collecte et d'analyse des informations financières pour l'élaboration des politiques et la programmation du secteur WASH, et nous aider à mieux comprendre comment les ressources financières pour le secteur WASH sont allouées au niveau national et au niveau mondial. L'initiative TrackFin est développée en collaboration avec les principaux organismes nationaux de ce secteur, les bureaux nationaux de statistique, les départements en charge des finances et des organisations internationales (telles que la Division de statistique de l'Organisation des Nations Unies, l'OCDE et la Banque mondiale), et avec l'appui d'un groupe consultatif technique composé de spécialistes de ce secteur et des questions financières. S'inspirant de l'expérience du secteur de la santé, l'OMS a élaboré un guide méthodologique à l'usage des organismes participant au suivi et au financement du secteur WASH au niveau national. Cette approche a été appliquée avec succès dans trois « pays pilotes », à savoir le Brésil, le Ghana et le Maroc. Compte tenu de cette réussite et des enseignements qui en ont été tirés, l'initiative TrackFin sera mise en œuvre dans une autre série de pays.

Principaux résultats de la première phase

Dans les trois pays où l'initiative TrackFin a été mise en œuvre, le suivi du financement de ce secteur revêt un intérêt majeur pour les organismes nationaux. Le Ghana, par exemple, s'est engagé à renforcer le suivi du financement de ce secteur lors de la Réunion de haut niveau Assainissement et Eau pour tous (SWA)² organisée en 2014. La méthodologie proposée dans l'initiative TrackFin a fourni aux trois pays un cadre à cet effet tout en leur permettant de présenter les chiffres dans un format comparable.

Il existe des informations sur le financement du secteur WASH, mais elles sont dispersées à travers tout le secteur et associées à de nombreux acteurs. Le regroupement de toutes les données disponibles nécessite des efforts importants. La première étape, dans la mise en œuvre de l'initiative TrackFin, consiste à dresser la liste des acteurs associés au financement du secteur WASH et des sources de données pour procéder à une analyse complète de qui finance le secteur et des canaux utilisés.

En l'absence de données, des premières estimations peuvent être formulées pour pallier le déficit d'information et obtenir une vue globale du financement du secteur tout en recherchant les moyens d'améliorer la collecte des données lors de futures étapes. Les dépenses des ménages pour l'auto-provisionnement en eau et l'assainissement autonome, par exemple, ne sont généralement enregistrées nulle part. Des estimations préliminaires ont été formulées sur la base des données des enquêtes nationales auprès des ménages et des estimations des dépenses d'investissement dans les installations d'assainissement autonomes. Les enquêtes auprès des ménages existantes suivent d'ordinaire les dépenses de fonctionnement consacrées à l'eau et à l'assainissement (tarifs ou dépenses d'entretien) mais omettent d'enregistrer les investissements des ménages dans les installations d'auto-provisionnement.

Les premiers résultats des études pilotes montrent que la méthodologie est applicable et ne nécessite pas de modifications majeures. Certains aspects devront être affinés sur la base de l'expérience des trois études pilotes, notamment pour ce qui est des méthodes utilisées pour estimer les dépenses d'auto-provisionnement des ménages, pour évaluer le montant des financements remboursables et classer les dépenses.

Perspectives

La prochaine étape pour l'initiative TrackFin est de développer les comptes WASH nationaux pour assurer un suivi des tendances, tout en renforçant les outils actuels et les mécanismes nationaux de collecte des données au moyen de la plateforme GLAAS, en collaboration avec d'autres organismes et en assurant une coordination étroite. Les étapes et actions à conduire consisteront notamment à :

- organiser une nouvelle phase de l'initiative TrackFin au Brésil, au Ghana et au Maroc, prenant en compte toutes les recommandations nationales, pour renforcer le suivi du financement du secteur WASH. L'institutionnalisation de l'approche devrait permettre à ces pays de résoudre progressivement tous les problèmes et de mettre en place un processus durable pour l'établissement régulier de comptes WASH, comme c'est le cas dans le secteur de la santé ;
- étendre l'initiative TrackFin à d'autres pays à la demande des États Membres, sur la base des enseignements tirés de l'expérience des trois premiers pays et intégrés dans un nouveau guide méthodologique mis à jour ;
- promouvoir le suivi des données relatives au financement du secteur WASH pour améliorer la budgétisation, la prévision des dépenses nécessaires et améliorer les décisions en matière d'allocation des ressources.

Investir dans l'eau et l'assainissement génère des bénéfices à de nombreux niveaux à travers les secteurs

- ✓ Bénéfices en termes de santé
- ✓ Bénéfices en termes de qualité de vie
- ✓ Bénéfices économiques
- ✓ Bénéfices environnementaux

Pour de plus amples informations :

http://www.who.int/water_sanitation_health/glaas/trackfin/en/

Contact: glaas@who.int

WHO/FWC/WSH/15.11

© Organisation mondiale de la Santé 2015

Tous droits réservés. Les publications de l'Organisation mondiale de la Santé sont disponibles sur le site Web de l'OMS (www.who.int) ou peuvent être achetées auprès des Editions de l'OMS, Organisation mondiale de la Santé, 20 avenue Appia, 1211 Genève 27 (Suisse) (téléphone : +41 22 791 3264 ; télécopie : +41 22 791 4857 ; courriel : bookorders@who.int). Les demandes relatives à la permission de reproduire ou de traduire des publications de l'OMS – que ce soit pour la vente ou une diffusion non commerciale – doivent être envoyées aux Editions de l'OMS via le site Web de l'OMS à l'adresse http://www.who.int/about/licensing/copyright_form/en/index.html

Les appellations employées dans la présente publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation mondiale de la Santé aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les traits discontinus formés d'une succession de points ou de tirets sur les cartes représentent des frontières approximatives dont le tracé peut ne pas avoir fait l'objet d'un accord définitif.

L'Organisation mondiale de la Santé a pris toutes les précautions raisonnables pour vérifier les informations contenues dans la présente publication. Toutefois, le matériel publié est diffusé sans aucune garantie, expresse ou implicite. La responsabilité de l'interprétation et de l'utilisation dudit matériel incombe au lecteur. En aucun cas, l'Organisation mondiale de la Santé ne saurait être tenue responsable des préjudices subis du fait de son utilisation.

Conception et mise en page par L'IV Com Sàrl, Villars-sous-Yens, Suisse.

Identifiant visuel GLAAS conçu par Ledgard Jepson Ltd, Barnsley, South Yorkshire, Royaume Uni.

Imprimé en France.

UN WATER

Organisation mondiale de la Santé

Initiative TrackFin

Suivi du financement de l'eau potable, de l'assainissement et de l'hygiène

¹ UN-Water Global Analysis and Assessment of Sanitation and Drinking Water (GLAAS).

² Sanitation and Water for all (SWA).

Résultats au Brésil, au Ghana et au Maroc

Les résultats présentés ci-dessous donnent des exemples du type d'informations obtenues au moyen de la méthodologie TrackFin. Les trois pays ont pu recueillir des données complètes sur le financement du secteur WASH, malgré des écarts sensibles dans la disponibilité des données entre les pays, comme en témoigne le tableau 1.

Tableau 1. Disponibilité des données financières pour le secteur WASH

Sources de financement	Disponibilité des données (Brésil, Ghana, Maroc)	Observations relatives à la disponibilité des données
Tarifs payés pour les services fournis	■ ■ ■	Les données sur les tarifs ont en général pu être obtenues auprès des prestataires de services, à l'exception de ceux qui opèrent en dehors du secteur formel ou à un niveau hautement décentralisé.
Dépenses d'auto-provisionnement des ménages	■ ■ ■	Estimations provenant des enquêtes auprès des ménages basées sur les dépenses des ménages. Le niveau de ventilation varie selon les enquêtes.
Transferts publics nationaux (gouvernement central)	■ ■ ■	Des informations relatives aux dépenses réelles ont pu être obtenues mais, dans certains cas, les organismes publics ont seulement pu fournir les montants budgétés et non les dépenses réelles.
Transferts publics nationaux (administrations/autorités locales)	■ ■ ■	Le montant des transferts publics effectués par les organismes décentralisés est souvent difficile à obtenir et il doit être estimé sur la base des transferts budgétaires du gouvernement central.
Transferts publics internationaux (subventions de donateurs publics ou multilatéraux)	■ ■ ■	Les données relatives aux transferts publics internationaux peuvent être obtenues auprès du gouvernement central mais certains financements directs ne sont pas enregistrés (études/recherche/assistance) et les données ne sont pas suffisamment ventilées (eau/assainissement, urbain/rural...)
Contributions volontaires (ONG)	■ ■ ■	Aucune donnée n'a été obtenue pour les trois pays en dépit des nombreuses demandes adressées aux ONG. Le financement de ce secteur par les ONG au Maroc et au Brésil est cependant considéré comme marginal.
Financements remboursables (Prêts)	■ ■ ■	Les données proviennent de plusieurs sources : ministère des finances, prestataires de services, organismes de prêt et donateurs, mais elles doivent être contrôlées.

■ Données disponibles ■ Données partiellement disponibles + estimations ■ Estimations ■ Pas de données recueillies

Quel est le montant total des dépenses du secteur WASH ?

La méthodologie TrackFin présente la marche à suivre pour estimer les dépenses totales du secteur WASH. Il n'a pas été possible, dans cette première phase, d'inclure les dépenses de tous les sous-secteurs (les dépenses liées à l'hygiène font notamment défaut) et de tous les acteurs (il est souvent difficile d'obtenir des données des gouvernements décentralisés et des ONG). Il a toutefois été possible de faire une estimation globale des dépenses totales du secteur WASH, et un suivi sur 2 ou 3 ans (selon les pays). À titre d'exemple, le tableau 2 présente les chiffres recueillis sur une année pour les trois pays.

Tableau 2. Dépenses totales dans le secteur WASH par pays¹

	Brésil (2012)	Maroc (2011)	Ghana (2012)
Dépenses totales du secteur WASH (en millions de US \$)	26 911	2 219	521
Dépenses totales du secteur WASH par habitant (US \$ par habitant)	137	69	21
Dépenses totales du secteur WASH par habitant en % du PIB	1,2%	2,2%	1,3%
Dépenses totales de santé en % du PIB (d'après : Global Health Expenditure Database)	9,3%	6,3%	5,2%

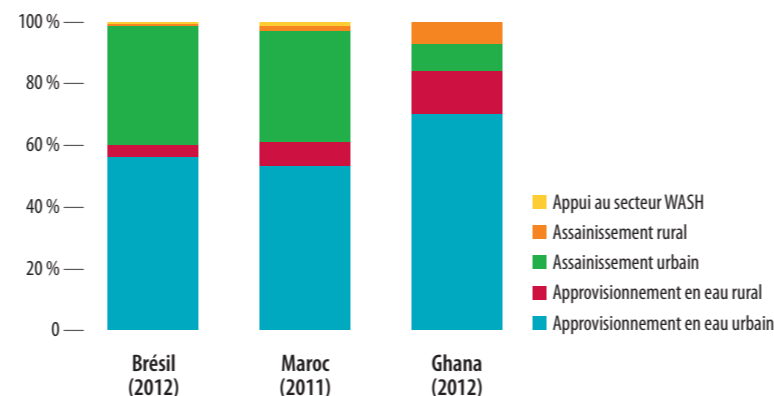
La collecte de données relatives aux tendances sur trois ans (Maroc : de 2009 à 2011, Brésil et Ghana : de 2010 à 2012) sert de base pour le suivi des dépenses du secteur au fil du temps. Au Brésil, par exemple, les dépenses totales du secteur ont augmenté ces dernières années, passant d'un montant estimé à US \$24 829 millions en 2010 à US \$26 911 millions en 2012. Les dépenses publiques restent cependant nettement inférieures au niveau requis pour atteindre les objectifs des gouvernements. Par rapport au PIB, les dépenses totales du secteur WASH sont restées stables, représentant 1,22 % par an en moyenne pendant la période 2010-2012, contre environ 9,3 % dans le secteur de la santé, selon les chiffres de la base de données des dépenses de santé mondiales.

¹ Les données présentées portent sur la dernière année disponible.

Comment les fonds sont-ils répartis entre les différents services WASH et selon les types de dépenses ?

Les Comptes WASH permettent d'estimer le montant des dépenses consacrées aux investissements par rapport aux dépenses de fonctionnement et d'entretien, par sous-secteur. Au Maroc, les dépenses de fonctionnement sont deux fois plus élevées que les dépenses d'équipement. Cela témoigne en partie de l'importance des investissements dans ce secteur ces dernières années. Ils ont maintenant ralenti (la totalité des zones urbaines et 92 % des zones rurales étant approvisionnées en eau) et la part des dépenses de fonctionnement est en hausse. En revanche, dans le sous-secteur de l'assainissement, les dépenses d'équipement sont supérieures aux dépenses de fonctionnement, signe que ce secteur continue de se développer (au Maroc, près de 90 % des zones urbaines bénéficiaient d'installations d'assainissement en 2012). Un schéma similaire peut être observé au Brésil, où 35 % seulement des dépenses du secteur sont consacrées aux investissements.

Figure 1. Dépenses du secteur WASH par sous-secteur



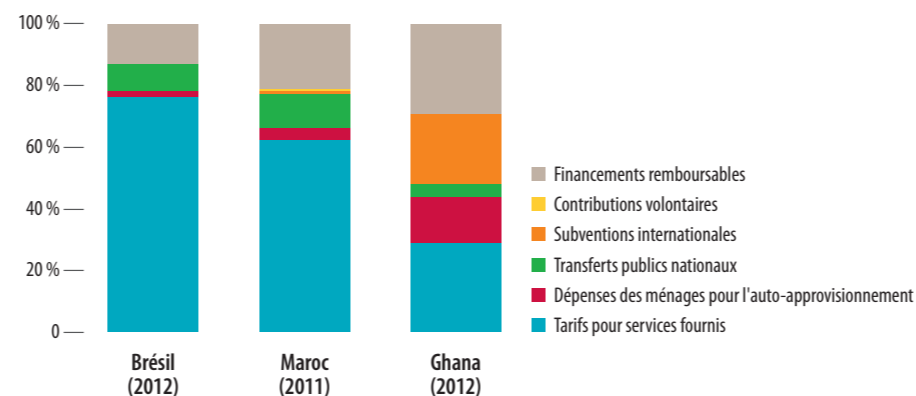
Les Comptes WASH permettent d'estimer la répartition des dépenses du secteur WASH entre les sous-secteurs, les zones urbaines et les zones rurales et par type de prestataire de service. La Figure 1 montre que le secteur de l'eau bénéficie de la plus grande part du financement du secteur WASH, avec 84 % des dépenses consacrées à l'eau potable au Ghana, 60 % au Brésil et 61 % au Maroc.

La plupart des financements bénéficie principalement au secteur urbain, pour 78 % au Ghana, 95 % au Brésil et 89 % au Maroc. Les dépenses pour l'eau et l'assainissement dans les zones urbaines ont augmenté pendant la période de l'étude et elles ont diminué ou sont restées stables dans les zones rurales.

Qui paye pour les services WASH ?

Les Comptes WASH ventilent les flux financiers dans le secteur par source de financement et unité de financement (les entités qui canalisent les financements vers le secteur). La Figure 2 indique que ce sont principalement les usagers des services (ménages, organismes publics, industries...) qui financent le secteur au Brésil et au Maroc, à travers les tarifs pour les services fournis et les dépenses d'auto-provisionnement. Les tarifs représentent 62 % du financement total du secteur au Maroc et 76 % au Brésil. Les dépenses d'auto-provisionnement des usagers représentent 4 % du financement au Maroc. Au Brésil leur part est estimée à 2 % du financement.

Figure 2. Financement par type de source de financement



Au Brésil et au Maroc, le secteur est devenu moins dépendant des transferts publics nationaux et internationaux (notamment des subventions). Au Brésil, le secteur ne reçoit ni contributions volontaires ni subventions publiques internationales au niveau fédéral. Les transferts publics nationaux ne représentent que 9 % du financement. Au Maroc, les contributions volontaires et les subventions publiques internationales ne représentaient que 2 % des dépenses et les transferts publics nationaux 11 %. Dans les deux pays, le secteur WASH recourt au financement remboursable pour combler le déficit de financement, qui représente 22 % du financement au Maroc et 13 % au Brésil, où le financement remboursable provient des banques de développement nationales et non de donateurs extérieurs. Au Ghana, en revanche, les dépenses des usagers représentent 44 % du financement total (dont 15 % de dépenses d'auto-provisionnement des ménages, montant probablement sous-évalué), tandis que les subventions internationales représentent 22 % et le financement remboursable 29 %.

Quelles sont les principales entités qui canalisent les financements du secteur WASH et quelle est leur part du total des dépenses ?

La ventilation des dépenses par entité de financement montre une extrême décentralisation au Brésil, où 60 % des dépenses du secteur WASH sont canalisées par les sociétés prestataires de services, tandis que les administrations/autorités locales prennent en charge 17 % des dépenses. La part du gouvernement fédéral a augmenté, passant de 5,5 % en 2010 à 8,1 % en 2012, et elle s'élèvera probablement encore avec la mise en œuvre du PLANSAB, programme fédéral destiné à stimuler les investissements dans ce secteur.

Prochaines étapes pour relever les défis en suspens au Brésil, au Ghana et au Maroc

La mise en œuvre de l'initiative TrackFin a permis de dresser un tableau relativement détaillé du financement du secteur WASH au Brésil, au Ghana et au Maroc et elle a aidé à recenser les problèmes et les moyens de les résoudre progressivement. Des comptes WASH nationaux doivent être mis en place progressivement, avec l'amélioration graduelle de l'exactitude et du niveau de ventilation de certains flux. Les trois pays ont l'intention de réitérer l'exercice prochainement, l'objectif étant d'institutionnaliser le processus et d'améliorer l'exactitude des estimations.

Tous les pays ont identifiés des solutions pour **renforcer la coordination** entre tous les établissements chargés du financement, en particulier en **associant les décideurs** pour garantir l'engagement de rendre disponible les informations et de tenir compte des résultats.

Pour **mieux rendre compte des dépenses des administrations/autorités locales**, il est important de développer des cadres adaptés de suivi, tels que ceux qui sont disponibles au Brésil. Le Ghana et le Maroc prévoient de mener des **enquêtes auprès d'échantillons représentatifs au plan national** pour évaluer les dépenses du secteur WASH au niveau des administrations/autorités locales et de **perfectionner les outils de suivi existants**.

Les enquêtes auprès des ménages constituant une importante source de données relatives aux dépenses des ménages, notamment pour les ménages auto-provisionnés, les organismes du secteur et les bureaux nationaux de statistique collaboreront (Maroc) pour **préparer les prochaines enquêtes auprès des ménages** afin d'obtenir le niveau de ventilation requis d'une façon statistiquement réaliste.

Une approche spécifique est nécessaire pour obtenir des données auprès des ONG, qui financent dans une large mesure le secteur dans certains pays. Le Ghana a conçu un **questionnaire particulier pour les ONG** et **des systèmes de rapports financiers seront élaborés** en collaboration étroite avec celles-ci.

Les trois pays envisagent d'établir un **cadre de collaboration avec les donateurs** pour améliorer la collecte des données sur les transferts internationaux, notamment pour obtenir des données ventilées. Ils solliciteront également l'appui des donateurs pour concevoir des processus nationaux pour l'établissement de comptes WASH.

La ventilation géographique nécessite l'**harmonisation des définitions des zones urbaines et rurales** pour produire des estimations consolidées et cohérentes entre tous les organismes. Le Maroc et le Ghana sont décidés à s'atteler à ce problème particulier pendant la prochaine phase et le Brésil recueillera des données par État pour produire des comptes WASH pour chaque État lors de la prochaine version.

En réponse à la forte demande des acteurs nationaux, le Maroc et le Brésil ont tenté de recueillir des données sur les dépenses liées à l'hygiène, mais elles étaient incomplètes. **Une approche spécifique devra être développée dans la méthodologie TrackFin pour suivre les financements destinés à l'hygiène**. Il s'agira notamment de proposer une définition commune de l'hygiène et une liste des activités liées à l'hygiène pour lesquelles des données sur les dépenses peuvent être collectées.